

La Commune

ASSOCIATION DES AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · 2018 TRIMESTRE 4



NUMÉRO

76

Peuple en mouvement Peuple mobilisé

C'est au petit matin du 18 mars 1871 que des femmes d'abord, parfois accompagnées de leurs enfants, puis rejointes par les hommes, se sont levées ensemble et, contre toute attente, ont fait reculer une troupe en marche venue reprendre des canons payés avec leur propre argent pour assurer la défense de Paris contre les Prussiens.

L'étincelle qui jaillit ce 18 mars ne s'est pas enflammée simplement ce jour-là. Dès le 3 mars 1871, alors que les Prussiens défilent dans Paris, Emile Duval, ouvrier fondeur, membre de l'AIT, à la tête d'un détachement de gardes nationaux, s'empare d'un million de cartouches entreposées dans la Manufacture des Gobelins et va les cacher au 12 rue du Moulin-des-Prés. À compter de ce moment, le XIII^e est en insurrection contre le gouvernement versaillais. Ainsi, des femmes et des hommes se mettent en mouvement. Celles et ceux qui se côtoyaient sans toujours se connaître, ouvriers, employés, artisans, gens de maison, intellectuels, et autres encore, s'assemblent. Ils étaient dans l'ombre de la vie quotidienne ; ils passent dans la lumière de l'action publique.

Puis, vient la journée du 18 Mars 1871, résumée par Jacques Rougerie : « *Que ce soit dans l'ordre ou le désordre, ceux des faubourgs, de la ceinture rouge, ceux qu'Hausmann et l'Empire avaient chassés, les envoyant camper hors la Ville, y refluèrent maintenant en conquérants* ».

Ce peuple de Paris, mis en mouvement à travers les sections de l'Internationale, les chambres syndicales, les coopératives, les comités d'arrondissement et les clubs, va mettre en place avec le Conseil

de la Commune, ce gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple : la Commune de Paris.

Même s'ils ont été battus militairement, leurs idéaux ont amorcé un mouvement dont nous bénéficions aujourd'hui et qui se traduit par la séparation de l'Église et de l'État, l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire, la Sécurité sociale, le salaire minimum, etc.

Dans trois ans, en 2021, nous célébrerons le 150^e anniversaire de la Commune de Paris. Roger Martelli, notre co-président, disait que « *la Commune n'a pas de leçon à donner, qu'elle ne se reproduira pas* », qu'effectivement les hommes ont changé, mais que l'esprit de critique et de liberté qu'elle nous lègue mérite qu'elle ne sombre pas dans l'oubli. Nous devons faire en sorte que les idéaux de la Commune, ceux d'une société plus juste, plus fraternelle, ne soient pas perdus.

Nous ne sommes pas les uniques dépositaires de la Commune, nous n'en sommes que les « passeurs de mémoire ». Alors, comme il y a 150 ans, tous ensemble, mettons-nous aussi en mouvement pour que les aspirations et l'œuvre sociale des communs continuent de vivre.

JEAN-LOUIS GUGLIELMI

EN COUVERTURE

Fresque de 20 mètres de long réalisée par Elodie Barthélémy, rue Maxime-Lisbonne, Paris XVIII^e à laquelle ont participé les habitants du quartier. Voir notre article page 19



LA COMMUNE DE PARIS ET MAI-JUIN 1968

LES PAVÉS DE LA RÉVOLUTION

Pendant la Commune de Paris, et notamment au moment de l'insurrection du 18 mars et durant la bataille de Paris en mai 1871, ainsi qu'aux moments forts de mai-juin 1968, les pavés ont été le symbole concret de ces mouvements révolutionnaires. Naturellement, il ne s'agit pas des mêmes barricades, car en 1871 les communards étaient armés, tandis que les étudiants et les ouvriers en 1968 étaient désarmés. Le peuple était en mouvement dans ces deux printemps mais, sous la Commune de Paris, le peuple a exercé le pouvoir pour construire une autre société et créer une république sociale et démocratique, tandis qu'en 1968 il a surtout contesté le pouvoir. Avec, quand même, l'intention de renverser l'ordre existant et de construire sans attendre une autre vie.

Le mouvement du printemps de 1871, comme celui de 1968, pluriel par essence, ne s'enferme dans aucun modèle et ouvre sur la modernité. La pensée critique se manifeste, des idées fortes s'expriment, la parole se libère, l'écrit aussi. Car c'est dans l'action que l'on retrouve une pensée critique, un bouillonnement d'idées, une libération de l'esprit. Les pavés sont aussi porteurs



d'idées et d'espoir : ils interpellent la conscience, donnent du sens au mouvement, investissent l'imaginaire, projettent dans l'avenir et ouvrent sur tous les possibles.

La révolte de mai-juin 1968 reprend beaucoup des idées, des valeurs et des idéaux de la Commune. En effet, le printemps 1968 s'inscrit dans une tradition révolutionnaire et communaliste, dont la Commune de la Sorbonne et celle de Nantes — éphémères et très différentes — constituent des symboles forts.

L'utopie émancipatrice du Paris de 1871 passe par la reconquête de la ville et par la conquête du pouvoir par le peuple et pour le peuple. Jules Vallès clame la libération de Paris dans *Le Cri du Peuple* du 29 mars 1871. Pour les communards, une République démocratique exige l'intervention directe des citoyens, l'élection de mandataires issus du peuple, choisis par lui sur un programme et avec un mandat impératif, élus pour un temps limité et révocables en permanence.

L'UTOPIE RÉVOLUTIONNAIRE

Cette utopie concrète de 1871, qui a permis la réalisation de la République, inspire aussi bien le Front Populaire, qui pose la question de la souveraineté du peuple, qu'un Mai 68 à la recherche d'une véritable culture démocratique. En effet, le mouvement du printemps 1968 est marqué par une dynamique de mobilisation exceptionnelle, sans équivalent depuis le Front Populaire. Et, comme en 1871, c'est une véritable incitation à la politisation et à l'action collective.

C'est un mouvement social contre l'ordre établi, qui met en mouvement une démocratie directe à partir d'assemblées permanentes et de comités d'action. Comment ne pas faire de lien entre cette action démocratique et celles des clubs et sociétés populaires de 1871 ? Les

printemps de 1871 et 1968 font communiquer les individus et les groupes qui retrouvent ainsi la fraternité et la générosité. Nous retrouvons la parole populaire du Paris communal dans la parole libérée en 1968.

Dans un contexte complètement différent, donc, nous retrouvons l'utopie communarde



Affiche sérigraphiée
Paris, Mai 68

dans la révolte de 1968. Car le rêve soixante-huitard du « *Soyez réaliste, demandez l'impossible* » va dans le sens d'une réappropriation populaire du pouvoir. Aussi, comment ne pas



faire de rapprochements entre les contestations des années 1860 et celles des années 1960, notamment les mouvements de grève et la lutte continue contre des gouvernements autoritaires, qui aboutissent finalement à des explosions inattendues et de nature révolutionnaire ?

La contestation généralisée du pouvoir en 1968 se transforme en une véritable lutte pour modifier les rapports de force dans la société. Et quand il y a une remise en cause de l'autorité et de la hiérarchisation de la société entre gouvernants et gouvernés, décideurs et exécutants, bref entre dominants et dominés, y compris dans le domaine culturel, la Commune n'est pas loin.

Le peuple est en mouvement en 1871 et en 1968. Ces deux mouvements sont sans dirigeants, sans hiérarchie, sans discipline apparente. Et dans la tradition révolutionnaire française, ces mouvements sont porteurs d'une grande conscience de fraternisation. Cette solidarité spontanée est un phénomène qui déborde largement les institutions, les groupes, et même le temps historique.

LA LUTTE POUR L'ÉMANCIPATION

L'irruption des femmes dans le mouvement social est une expression de la lutte pour l'émancipation et l'égalité. En effet, elles sont partout dans les luttes : dans les assemblées, dans la rue et sur les barricades. Mais, à la différence de 1968, pendant la Commune, elles s'organisent et elles revendiquent.

Les communards mènent une véritable lutte pour l'émancipation du travail et des travailleurs, pour le droit au travail et le droit du travail. Leur vision de la démocratie sociale va jusqu'à prôner l'élection de la direction et de



Couverture du n°1 du journal féministe *Les pétroleuses*

l'encadrement dans les services publics et dans les entreprises. Le projet de généraliser les associations ouvrières pour organiser le travail et la production commence par la réquisition des ateliers abandonnés par leurs propriétaires. Nous retrouvons en 1968 des échos de cette lutte dans les aspirations et les revendications portées par le mouvement social.

Les luttes collectives du printemps 1968 s'articulent souvent à des ambitions démocratiques d'autonomie et d'autogestion. Il y a une remise en cause des hiérarchies, afin de contraindre ceux qui détiennent une autorité à rendre des comptes (regardons les universités). Ailleurs, il s'agit de faire reconnaître officiellement le pouvoir des travailleurs. C'est le cas à l'ORTF, où les journalistes revendiquent une gestion



Affiche sérigraphiée
Paris, Mai 68

autonome et démocratique de l'information. Et il y aurait beaucoup d'autres exemples, notamment dans les champs du savoir et de l'enseignement.

Dans les mouvements sociaux en 1871 et en 1968, c'est véritablement l'émergence de différentes formes d'autogestion et l'affirmation d'une liberté sans frontière.

LA LUTTE CULTURELLE

La culture est un enjeu révolutionnaire central aussi bien en 1871 qu'en 1968. Dans les deux périodes, les créateurs — en particulier les artistes — se révoltent contre l'autorité en général et celle de l'État en particulier.

Pendant la Commune, il y a une véritable lutte pour la liberté de l'art et l'égalité dans l'art. Ainsi, la Fédération des artistes, présidée par Gustave Courbet, regroupe de nombreux

créateurs et défend l'égalité des droits entre les métiers d'art, et surtout la libre expression dans l'art. Selon elle, l'art doit être débarrassé de toute tutelle gouvernementale, de tout privilège et de tout favoritisme. En somme, la Fédération veut assurer la liberté de tous et réclame l'autogestion de l'art par les artistes.

Il faut attendre mai 68 — presque un siècle après la Commune — pour retrouver une mobilisation aussi massive dans le champ culturel.

En 1968, une grande partie des artistes et des intellectuels conteste l'autorité et le pouvoir. C'est le cas dans l'enseignement, la recherche, le journalisme, le cinéma, entre autres. Ils s'attaquent tout particulièrement aux hiérarchies, à l'organisation du travail, et à toutes les formes de délégation. Comme en 1871, les artistes veulent travailler autrement et proposent un ordre alternatif et autonome, créant ainsi un nouveau rapport entre l'art et la politique, entre les artistes et le pouvoir. Sous la Commune, la Fédération des artistes en est le symbole. Mai 1968 invente de nouvelles pratiques et de nouvelles structures, comme l'Institut autogéré d'Urbanisme ou l'Atelier populaire aux Beaux-Arts. Sous la Commune et en mai-juin 1968, il s'agit d'ouvrir la culture au peuple et, donc, à toutes et à tous.

Pour conclure : l'explosion de mai-juin 1968 relance l'intérêt pour l'histoire de la Commune et, plus largement, pour la grande histoire du mouvement ouvrier et de la contestation ouvrière. C'est aussi la célébration du centenaire de la Commune de Paris qui se prépare.

Nous pouvons apprendre énormément de ces deux événements historiques. Mais voulons-nous aujourd'hui, toujours et encore, « changer le monde », comme le chantent les Beatles en 1968 ?



LA PROVINCE ET PARIS

Première approche avant la Commune

Cet article est le premier volet d'une mise en perspective des rôles respectifs de la province et de Paris dans les mouvements de protestation et les révolutions du XIX^e siècle, jusqu'à la Commune. La seconde partie, incluant la Commune, sera publiée dans un prochain numéro.

Tout bouleversement historique est inséré dans un temps long qui l'annonce ou le prolonge. Si la capitale a un rôle majeur dans l'histoire nationale, la province n'en est pas absente : les provinces devrions-nous dire, aux particularités bien différentes, maintenant leurs entités bien qu'intégrées dans l'État centralisé.

LA PROVINCE DANS L'HISTOIRE NATIONALE

Dès 1789, c'est du Club breton que naît le Club des jacobins, avec ses filiales, d'où sort la bourgeoisie révolutionnaire devenant nationale : 72% des Parisiens sont d'origine provinciale, les révolutions suivant souvent les migrations. La Révolution de 1830 s'ancre régionalement dans des banquets et dans l'agitation des facultés : la Révolution trahie, le déséquilibre entre Paris et la Province s'amplifie. Après les protestations fiscales des vigneron, ce sont, en 1831 et 1834, les révoltes des canuts lyonnais, acte de naissance du socialisme ouvrier. Les secousses républicaines suivent à Paris avec les grèves de 1840. En province rurale, c'est l'été rouge de 1841, dans le sud du Massif Central, avec paysans

et ouvriers, alors que le développement du chemin de fer renforce la centralisation. En 1846-1847, des troubles frumentaires touchent le Berry : les prévenus sont à 62% des bûcherons ou des journaliers. La violente répression explique la passivité future des ruraux avec un parti de l'ordre contrôlant les campagnes.

Si la chute de Louis-Philippe, en février 1848, résulte de l'insurrection de la capitale, dans certaines villes des réactions ont lieu contre la propriété. Le gouvernement ayant décidé de lever un impôt de 45 centimes, le monde rural accuse Paris de tyrannie, cause de la défection d'une bonne partie de la paysannerie. L'écrasement, en juin 1848, du soulèvement des ouvriers parisiens — aux trois quarts d'origine provinciale —, bien isolés, entraîne la cassure entre les « blouses » et la bourgeoisie libérale. Aussi, l'élection présidentielle de décembre 1848 est-elle favorable à Louis-Napoléon Bonaparte, qui se pose en défenseur des intérêts ruraux. Cependant, l'élection à l'Assemblée législative de 1849 donne plus de 34% aux bourgeois démocrates ou aux ouvriers socialistes, reflet d'un socialisme rural dans les Basses-Alpes, le Var, le Cher, l'Allier, la Nièvre. Lors du coup d'État du 2 décembre 1851, ce sont les républicains de ces espaces provinciaux qui se lèvent dans le



Monument en mémoire des Républicains insurgés, 1851, Les Mées, Alpes de Haute-Provence. *Presse locale*

Midi, la Drôme, l'Ardèche, le Var, le Loiret, les Alpes : les insurgés sont, entre autres, ouvriers, artisans, mais aussi paysans. Ce républicanisme radical, refoulé après juin 1848, est provincial, prenant en 1851 toute son identité : la défense de la constitution bafouée et le respect de la légalité, clé pour comprendre les attitudes sous la Commune.

À la veille de la guerre de 1870, à Paris, est concentré un monde ouvrier d'origine provinciale (58%), se politisant autour des libertés communales et d'une forte revendication ouvrière. En province, la lutte porte avant tout sur des revendications matérielles dans les centres miniers comme Le Creusot, avec des grèves durement réprimées ; l'enrôlement dans la Garde mobile provoque des émeutes à Toulouse, ou à Saint-Flour. Autant d'actions provinciales qui participent à l'impopularité de l'Empire, en appelant à la République. Deux

moments électoraux sont significatifs pour l'idée républicaine : les élections législatives de 1869, avec le succès d'élus républicains à Paris et dans plusieurs villes ; et le plébiscite impérial du 8 mai 1870 avec le « non » de Paris, et à l'inverse de leurs arrondissements, celui des grandes, mais aussi moyennes villes de province. L'Empire s'écroule de manière éclair, avec une guerre dynastique perdue entraînant, dans le brûlant Paris, la proclamation — non entérinée — de la République, le 4 septembre 1870.

LA PROVINCE EN MOUVEMENT AU 4 SEPTEMBRE 1870

La province a l'antériorité de puissants mouvements à partir du 4 septembre. Les grandes villes du sud sont déjà au premier plan : dès le mois de juillet 1870, tant à Lyon qu'à



Marseille, où un comité révolutionnaire occupe la mairie en août avec l'idée de renverser l'Empire, ce dès avant l'action blanquiste à Paris. L'opposition à la guerre impériale est très marquée, les élections municipales d'août installant certains conseillers de tendance républicaine dans de nombreuses localités.

Tout s'accélère à partir du 4 septembre : à Lyon comme à Marseille, la République est proclamée avant Paris, avec un Comité de Salut public et le drapeau rouge flottant sur les hôtels de ville. C'est tout le sud du pays rural qui bouge durant l'automne 1870, la situation militaire réveillant les aspirations à une autonomie plus forte. Reprenant une tentative de 1850, la création de ligues, associant villes et espace rural, va répondre à ce besoin de liberté d'action pour défendre le pays, sur la base d'un fédéralisme provincial républicain : la Ligue du Midi, avec Lyon et Marseille, s'étirant jusqu'à la Haute-Loire sur 15 départements ; la Ligue du

Sud-Ouest, remontant jusqu'à la Dordogne, et une esquisse de Ligue de l'Est, autour de Besançon. Le rôle de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs) et de la presse est important. Le courant anarchiste, autour de Bakounine, qui espère un basculement révolutionnaire, crée un Comité central du Salut de la France et une Fédération révolutionnaire des communes, celle-ci alliant révolution sociale et fédéralisme communal. Les Républicains avancés sont très présents au sein des municipalités, dans une période de radicalisme régional qui recueille une audience populaire. Cependant la composition hétérogène des directions municipales, résultant de compromis, empêche les velléités révolutionnaires.

Dans ce contexte, si les premières tentatives de Commune à Lyon, le 28 septembre, et à Marseille, les 1^{er} et 2 novembre, échouent, la force des journées marseillaises est supérieure

au 31 octobre parisien, en échec lui-aussi. L'idée initiale des ligues ne relève pas du séparatisme : elles entendent soutenir la jeune République si fragile et accentuer l'indépendance communale. La Ligue du Midi porte des projets révolutionnaires dans l'esprit des orientations de la Commune de Paris, mais le mouvement provincial reste éloigné des revendications ouvrières urbaines, qui ne touchent pas les ruraux. Cette mobilisation provinciale se retrouve dans l'agitation de grandes villes (Bordeaux, Nantes) et de villes moyennes comme Tours, Vierzon, Limoges, Carcassonne, Mâcon, Rouen, en Ariège, dans le Vaucluse

Des insurgés fusillés sur place, Clamecy, Nièvre, 1851. *Anonymous*





Émeute des canuts à Lyon en novembre 1831 : le combat place des Bernardines. *Bibliothèque municipale de Lyon*

et dans le Nord : dans l'Enquête parlementaire sur l'insurrection du 18 mars, les autorités évoquent le désordre moral des villes du Centre et du Midi. Lors de la nomination des commissions municipales provisoires à l'automne 1870, les élus ruraux de sentiment libéral, écartés, sont rappelés orientant la ligne du conseil avec un sujet comme l'instruction publique, chère à la Commune de Paris.

Face à cette province en mouvement, le Paris ouvrier et révolutionnaire se retrouve piégé : en état de siège avec l'ennemi prussien, sous l'emprise d'un gouvernement de défense nationale défaitiste, le patriotisme exacerbé écartant les autres préoccupations ; l'Affiche rouge, placardée à Paris le 7 janvier 1871, exige la Commune. Si la signature de l'armistice, fin janvier 1871, déclenche des manifestations à Bordeaux, siège de l'Assemblée nationale, l'agi-

tation provinciale baisse en intensité après des mois d'action. Surtout l'élection d'une Assemblée nationale, le 8 février, dans des conditions de vote antidémocratiques — le pays est en partie occupé —, qui amène une large majorité monarchiste, va inciter les élites libérales provinciales au respect de la légalité. Tandis que Paris se prépare à l'affrontement avec Versailles, la province des villes et des villages, qui a beaucoup donné, se trouve très marquée et essoufflée. Une nouvelle ère de la relation Paris-Province s'ouvre : à côté du Paris ouvrier et politisé, le républicanisme radical provincial,

ancré dans un univers rural et dans une légalité locale, suffira-t-il pour suivre l'exemple révolutionnaire de la capitale qui dépasse, dans ses contenus, son horizon ?

■ JEAN ANNEQUIN

Sources principales

- Jocelyne George, *Paris Province*, Fayard, 1998.
 Gérard Leidet et Colette Drogoz (dir.), *1870-1871. Autour de la Commune de Marseille*, Syllepse, 2013.
 Michèle Riot-Sarcey, *Le réel de l'utopie*, Albin Michel, 1998.
 Luc Willette, *Le coup d'Etat du 2 décembre 1851*, Aubier, 1982. Travaux de Jacques Rougerie.
 Amies et Amis de la Commune, *Les Communes de Province*, 2001 (brochure).
 La Commune, Bulletin de l'Association des Amies et Amis de la Commune, mars 1977.
 Comité du Berry, *L'Indre dans la Commune de Paris* (conférences).

Nous poursuivons notre chronique qui nous conduira à 1871, en 2021...

L'ANNÉE 1868

Il faisait doux, cette soirée du 2 décembre 1868, devant l'hôtel de ville du chef-lieu de la Réunion, Saint-Denis. Plusieurs milliers de Réunionnais, blancs, indiens et noirs, sont réunis dans un rassemblement pacifique. Quelques minutes encore, et ce sera le drame.

MASSACRE IGNORÉ À LA RÉUNION

Pour comprendre cet événement, entièrement méconnu de l'histoire, il nous faut donner quelques informations. La Réunion, qui est depuis plus de deux siècles une colonie française, a connu depuis 1848 un bouleversement social et démographique considérable. En effet, en 1848, les 61 000 esclaves de l'île ont été libérés, suite au décret de la Deuxième République. Toute la société insulaire en a été bouleversée ; en 25 ans, la population de l'île a presque doublé ! Et à la fin du Second Empire se juxtaposent de riches colons cultivant de grandes exploitations de canne ou de café, et des « petits blancs » qui ont de pauvres exploitations ou qui constituent une petite classe moyenne dans des villes en rapide développement. Les anciens esclaves, généralement africains d'origine, se sont installés propriétaires



La culture du café à l'île Bourbon.
Aquarelle attribuée à J.J. Pattu de Rosemont,
début du XIX^e siècle

sur des terres vierges ou constituent une jeune classe ouvrière dans les villes.

Enfin, les nouveaux « cafres », « zarabes » et indiens, venus par dizaines de milliers, vont constituer le prolétariat remplaçant les anciens esclaves sur les plantations, mais sont aussi parfois domestiques ou commerçants dans les villes. C'est un formidable brassage de populations, mais qui parlent une même langue, le créole, qui tend à unifier le peuple de la colonie. Malgré les grandes inégalités sociales qui règnent sur l'île, il y a aussi un large facteur

d'unification politique, la revendication des Réunionnais de pouvoir élire leurs représentants. En effet, dans le droit de la colonie, le gouverneur, désigné par le ministre de la Marine, et son directeur de l'intérieur (une sorte de préfet) ont la totalité du pouvoir, désignant maires et membres des conseils municipaux et généraux de l'île qui, en sus, n'a aucun représentant au Corps législatif impérial. Un aspect de la politique du gouverneur suscite aussi une opposition de la population : sa politique cléricale qui ne peut se séparer de sa politique sociale. La création d'un établissement, qui est à la fois un pénitencier et une école professionnelle, géré par les Pères de la Foi, où est pratiquée une surexploitation abominable des prisonniers et des élèves, génère un mécontentement très large.

L'étincelle partira de l'accusation contre un journaliste catholique métropolitain, accusé d'attentat aux mœurs sur un jeune créole. En quelques jours, Saint-Denis va s'embraser. Le

1^{er} décembre au soir une réunion définit les revendications : suppression de la concurrence venue de l'école professionnelle dirigée par les pères ; expulsion des jésuites ; renvoi du directeur de l'intérieur ; élection des conseils au suffrage universel.

Ce soir du 2 décembre, la population de Saint-Denis se rassemble dans le calme devant la mairie. Après une heure de face à face sans incidents avec les troupes présentes, l'armée charge les manifestants. Pendant une demi-heure, c'est le massacre ; on va relever une dizaine de tués et des dizaines de blessés. Balles dans le dos, coups de baïonnettes répétés sur les cadavres sont monnaie courante. Ces victimes sont noires, blanches, indiennes, des ouvriers et artisans, des domestiques, un professeur, un marchand indien... un enfant de huit ans... La future armée de Versailles s'entraîne aux colonies !

Massacre à Saint-Denis, 1868





André Léo

« LES DROITS DE L'HUMANITÉ »

Curieux canard que *L'Opinion nationale* ! Il avait déjà publié en 1864 le *Manifeste des Soixante* que nous avons évoqué dans cette série, premier manifeste des ouvriers à revendiquer leur représentation autonome comme classe. Le journal est dirigé par un ancien saint-simonien, Adolphe Guérault, démocrate, sensible à la question sociale, mais proche du pouvoir impérial. C'est dans ce journal que va être aussi publié, le 20 juillet 1868, un manifeste dont la portée vaut sans doute celle du *Manifeste des Soixante*, un manifeste pour la formation d'une « *Ligue pour une nouvelle*

déclaration des droits, non plus seulement ceux de l'homme, mais ceux de l'humanité et pour leur réalisation sociale. » Le manifeste sera publié, quelques semaines après, dans un autre de ces journaux d'opinion que les libertés nouvelles permettaient de créer à l'extrême fin de l'Empire, *Les États-Unis d'Europe*, hebdomadaire fondé l'année précédente par la Ligue internationale de défense de la paix et de la liberté. Ces deux journaux ont au moins un point commun, une de leur principale journaliste est André Léo (pseudonyme de Léodile Béra), qui est la rédactrice du manifeste. André Léo avait soulevé la question du sort injuste fait aux femmes dans la société et la vie politique. Elle avait aussi constaté que les démocrates étaient souvent les derniers à se rendre compte que « *tous les droits sont solidaires* » et qu'ils étaient ainsi fréquemment parmi les plus réticents aux droits de la femme. Ce combat pour les droits de la femme, elle souhaite désormais le poursuivre collectivement. Le manifeste réclame pour elles leur pleine liberté, la fin de tout ce qui, dans le droit, les met en dépendance de l'homme, leur totale égalité dans le mariage et le travail en demandant le même salaire pour le même travail. Le manifeste ne parle pas cependant du droit de vote des femmes.

Les 18 signataires de ce manifeste, ce qui le distingue d'autres mouvements féministes de la même période, sont des femmes du peuple, souvent engagées dans le mouvement coopérateur. Citons quelques noms de ces femmes qui méritent d'être connues : Aglaé Bedouch, Aglaé Jarry, Mme Kneip, la citoyenne Poirier (Sophie ?), Mme Rebierre, Amélie Rahon. Nous les retrouverons en nombre à la Commune. Beaucoup sont membres de la société coopérative *La Revendication* de Puteaux, créée par Benoît Malon. On sait les liens forts qui

unissaient André Léo et l'internationaliste. Aussi le manifeste plaide-t-il pour « *la fraternité qui doit servir la loi des rapports entre les hommes et les femmes.* »

Quelques mois plus tard, en janvier 1869, l'organisation va se créer, puis s'étoffer devenant la *Société pour la revendication des droits civils de la femme* (vont s'y rallier Marthe-Noémie Reclus, Maria Verdure, Louise Michel, Marie David, Caroline Demars et des hommes comme Gustave Francolins ou Auguste Verdure). Le groupement va radicaliser ses positions demandant tous les droits civils « *refusés à une moitié de la nation* ». Mais le chemin sera long...

22 MAI 1868, SIXIÈME CHAMBRE DU TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE PARIS, PRÉSIDENTE DE M. DELESVAUX

Ce jour-là, Eugène Varlin développe devant la Cour le point de vue des neuf prévenus : « *Consultez l'histoire et vous verrez que tout peuple comme toute organisation sociale, qui se sont prévalus d'une injustice et n'ont pas voulu entendre la voix de l'austère équité, sont entrés en décomposition. C'est là ce qui nous console, dans notre temps de luxe et de misère, d'autorité et d'esclavage, d'ignorance et d'abaissement des caractères, de pervertissement du sens moral et de marasme, de pouvoir déduire des enseignements du passé que, tant qu'un homme pourra mourir de faim à la porte d'un palais où tout regorge, il n'y aura rien de stable dans les institutions humaines.* » Une citation célèbre qu'il importait de remettre dans son contexte quelque peu pessimiste ! Les neuf prévenus (Varlin, Malon, Humbert, Granjon, Bourdon, Charbonneau, Combault, Landrin, Mollin) sont accusés d'avoir reconstitué la commission ou le bureau de la section de Paris

de l'Association Internationale des Travailleurs. Un premier procès avait abouti à la condamnation du précédent bureau à une lourde amende en avril. Car l'Empire « libéral » ne tolère plus le développement et l'évolution de l'AIT et en particulier de sa section française. C'est qu'en 1867 et 1868 deux grandes grèves, celles des ouvriers bronziens de Paris et celle des ouvriers du bâtiment de Genève vont s'achever, après un soutien politique et matériel de l'AIT et de ses sections, par des succès retentissants. Accepter le développement incontrôlé de ce qui commence à se rapprocher de syndicats combattifs devient intolérable. La grève, peut-être, mais l'association ouvrière de classe, capable de renverser un rapport de forces, non. On va réveiller une bonne vieille loi de la monarchie louis-philipparde contraignant toute association de plus de 20 personnes à autorisation préfectorale, que la section n'aurait pas respectée !

Après un procès en appel qui confirmera une condamnation à trois mois et la dissolution du bureau de l'AIT, les neuf seront incarcérés à Sainte-Pélagie, l'antique prison de la rue du Puits-de-l'Ermite où l'on mettait tous les politiques et écrivains gênants, pendant trois mois à partir du 6 juillet. Mais rien ne peut arrêter encore le développement de l'Internationale en France ; en 1870, elle va compter autour de 100 000 adhérents dans ses sections locales ou professionnelles.

Quant au juge Delesvaux, qui se vantait d'avoir condamné tous les accusés politiques venus devant lui, il se suicide le 1er octobre 1870, menacé de révélations sur sa corruption par le cabinet noir de Napoléon III. Et comme le peuple a le sens de l'humour terrible, il se dit à Paris que le juge avait pour la première fois rendu une bonne justice !



Pétition

Vite, une station de métro « Commune de Paris 1871 » !

Nous avons décidé de relancer notre campagne pour l'attribution du nom « Commune de Paris 1871 » à une station du métro parisien. Dans ce but, nous avons lancé une pétition sur notre site et sur les réseaux sociaux. Nous appelons à la signer et à la faire circuler largement.

« La Commune de Paris, événement marquant de l'histoire mondiale tout autant que parisienne, n'a pas de station de métro pour la commémorer. Le Conseil de Paris avait proposé « Belleville-Commune de Paris 1871 » : la RATP l'a refusé. Pourtant, rien ne s'y oppose. Aux citoyens de décider...

La Commune de Paris, au printemps 1871, est un moment unique qui a vu le peuple parisien se dresser pour assumer lui-même le pouvoir. Il est aussi l'un des événements historiques les plus connus dans le monde. De *Nuit debout* à la Californie, en Amérique latine comme en Asie, la Commune fait rêver. Mais la capitale qui fut son berceau hésite encore à la mettre en pleine lumière. En 2016, le Conseil de Paris avait pourtant proposé d'accoler au nom de la station « Belleville » celui de « Commune de Paris 1871 ».

La RATP a refusé, au prétexte qu'il ne faut pas créer de confusion dans l'esprit des usagers. Mais elle vient d'accepter que le nom de « Simone Veil » accompagne celui de la station « Europe », ce que nul ne saurait contester. « Europe-Simone Veil » serait donc possible et pas « Belleville-Commune de Paris 1871 ».

Il y aurait donc deux poids et deux mesures. Ce n'est pas acceptable. À moins de trois ans du cent cinquantième anniversaire de la Commune, nous vous invitons à faire savoir, par cette pétition, que vous voulez que la Commune, comme tant d'autres moments majeurs de notre histoire, ait sa station de métro. »

L'association des Amies et Amis de la Commune de Paris 1871

Pour signer la pétition :

www.change.org/p/ratp-vite-une-station-de-m%C3%A9tro-commune-de-paris-1871

Pour la partager sur Facebook :

www.facebook.com/AssociationdesAmiesetAmisdelaCommunedeparis1871/



FÊTE DE LA COMMUNE ÉDITION 2018



Le soleil était au rendez-vous, et la foule aussi. Une affluence exceptionnelle — au moins 300 personnes — a marqué, le samedi 29 septembre, notre traditionnelle fête annuelle, place de la Commune de Paris (XIII^e).

Dès 14 heures, tandis que la place se remplissait, nos artistes attirés, Nag'Air et Riton la Manivelle, lançaient la fête. Une foule mélangée se pressait sur la place, pleine à craquer : des militants, bien sûr, mais aussi des voisins, des passants, des jeunes, des étrangers (des Cubains, un Uruguayen, un Mexicain...).

Nos stands — la librairie, la buvette, la tombola, les t-shirts — faisaient le plein. On retiendra le succès des signatures d'auteurs : Michèle Audin pour *Comme une rivière bleue*, Eloi Valat pour ses ouvrages illustrés, désormais bien connus, ou Xavière Gauthier pour *La Vierge rouge* et ses autres ouvrages sur Louise Michel.

Puis, ce fut le moment théâtre, avec *Le Rendez-vous du 18 mars*, toujours autant apprécié. Place ensuite à *Alaska Pipelines*, une fanfare de cuivres qui mit une touche jazzy originale. On enchaîna avec l'intervention de Jean-Louis Guglielmi, au nom des Amies et Amis de la Commune, qui pour évoquer notre thème de l'année, « Un Peuple en mouvement », cita en exemple la mobilisation populaire dans le XIII^e arrondissement en 1871. La soirée se termina avec le concert d'Yvan Dautin, l'auteur-compositeur-interprète bien connu, qui interpréta quelques-uns de ses principaux succès.

Bref, ce fut une bien belle fête qui, comme chaque année, a permis aux amies et amis de Paris et de province de se rencontrer et d'échanger.



FÊTE DE L'HUMANITÉ 2018

UNE BELLE AFFLUENCE
SUR NOTRE STAND

Quel que soit son lieu, la tenue du stand des Amies et Amis de la Commune de Paris 1871, suscite toujours – on ne s'en plaindra pas – un appétit de curiosité. Et la Fête de l'Humanité 2018 n'a pas échappé à la règle. Les discussions intéressantes afin de faire connaître l'histoire, l'œuvre, la modernité et l'actualité de la Commune se sont traduites par une augmentation de la diffusion de livres, brochures et de la vente de tee-shirts, sacs et foulards. « Elle est bougrement d'aujourd'hui, la Commune », comme l'ont dit plusieurs visiteurs qui ont rejoint notre association. À noter la présence sur notre stand de Raphaël Meyssan et d'Eloi Valat, pour la dédicace de leurs ouvrages respectifs, attirant ainsi de nombreuses personnes. Un dernier mot pour remercier les Amies et Amis (elles et ils se reconnaîtront), qui se sont retrouvés pour tenir notre stand et en assurer ainsi le succès.

LE RENDEZ-VOUS DU 18 MARS 1871

UNE FIN DE MOIS DE JUIN BIEN REMPLIE

Le 20 juin, notre troupe de théâtre était invitée par les enseignants et élèves de 4^e du collège Georges-Braque, dans le XIII^e arrondissement de Paris. Après avoir été reçu.e.s dans la salle des professeurs, nous nous sommes dirigé.e.s vers le préau où était installée la scène. C'est une nouvelle fois un immense plaisir de jouer devant des écoliers, très émouvant aussi, car c'est bien là un des devoirs de notre association : celui d'être des passeurs de mémoire. Quelle joie de voir ces jeunes suivre les moindres péripéties de cet épisode de notre histoire !

À l'issue de la représentation, nous nous sommes retrouvé.e.s ensemble pour discuter de quelques points retenus pas les élèves, tels que l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes ou les différences entre la guerre franco-prussienne et la guerre civile. Nous avons pu également voir les travaux réalisés en amont par les professeurs et les élèves, pour mieux préparer ces derniers à l'évènement. Cela a été l'occasion pour nous tous de remercier les enseignants et personnels de l'école et les parents d'élèves pour l'accueil et la gentillesse avec lesquels ils nous ont reçu.e.s.

Dix jours plus tard, nous étions convié.e.s, rue Maxime-Lisbonne (XVIII^e), à l'inauguration d'une fresque d'Élodie Barthélemy, en partenariat avec la KAP'S-AFEV* de Paris. C'est une fresque de 20 mètres de long, à laquelle ont participé les habitants du quartier, qui l'ont mise en couleurs. La longue liste des noms, sur le côté de la fresque, témoigne d'une belle participation de la population.

Cette inauguration débuta avec un concert de Riton La Manivelle, dont les chansons étaient accompagnées par le public. Après un déjeuner participatif, Claudine Rey, présidente d'honneur de notre association, présenta un exposé sur la vie de Maxime Lisbonne. Nous avons eu le plaisir de voir également Didier Daeninckx, l'auteur du livre consacré à *Maxime Lisbonne : Le banquet des affamés*.

A 14h30, nous présentions notre pièce qui se termina sous sa nouvelle formule. La chanson finale fut reprise avec cœur et énergie par les nombreux enfants présents.

JEAN-LOUIS GUGLIELMI

*Kolocations à Projets Solidaires-Association de la Fondation Étudiante pour la Ville.



AUX RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE DE BLOIS

Nous avons désormais, depuis cinq ans, nos habitudes aux *Rendez-vous de l'Histoire de Blois*, lieu de rencontre incontournable pour les amateurs et les professionnels de l'histoire, où cette année encore 40 000 personnes sont passées le temps d'un week-end. Plusieurs centaines de conférences, des projections de films, des expositions, des spectacles déclinaient le thème principal : *La puissance des images*.

Notre stand nous a permis de toucher un public large et varié : beaucoup d'enseignants et d'étudiants, cherchant à se documenter sur un événement largement ignoré des manuels scolaires ; des citoyens engagés, pour qui la Commune évoque quelque chose ; mais aussi de simples curieux, désireux de mieux connaître un événement dont ils ne connaissent que le nom. Pour nous, l'opération a été fructueuse : des ventes de brochures et de livres ; 8 adhésions à notre association ; et de nombreuses signa-

tures pour notre pétition « Vite une station de métro Commune de Paris 1871 ! », parmi lesquelles celles d'un ancien ministre de la Culture, d'un président de région, du président de l'agglomération et de plusieurs élus blésois, dont Pierre Boisseau, adjoint au maire, auteur d'une thèse sur *La Commune de Paris à l'épreuve du droit constitutionnel*.

La Commune aux *Rendez-vous de l'Histoire*, c'était aussi l'exposition *Les 72 jours de la Commune à l'Hôtel de Ville de Blois*, qui voisinait avec une expo sur le dessin de presse. Pierre Boisseau accueillit notre président, Roger Martelli, qui présenta l'exposition à un public attentif, et même acquis. Dans le public, on pouvait reconnaître, outre des élus blésois, le dessinateur Plantu et l'historien Jean-Noël Jeanneney, qui ne furent pas les moins intéressés.

La Commune, c'était encore une conférence de Françoise Bazire sur *Les femmes durant la Commune de Paris*, co-organisée par notre association, l'association blésoise Galeano, Info'Com-CGT et les éditions Libertalia. Le Café des Trois Clefs, qui hébergeait la conférence, était bien exigu pour accueillir les 70 ou 80 personnes intéressées qui, peu pressées de partir, sont restées pour une longue séance de questions.

Il faut remercier la vingtaine d'amies et d'amis qui se sont relayés pendant trois jours pour tenir le stand. Nous avons passé un week-end dense, un peu fatigant quand même. Mais nous reviendrons pour les *Rendez-vous 2019*, dont le thème sera : « L'Italie ».

Roger Martelli
présente l'exposition
sur la Commune
à l'Hôtel de Ville
de Blois



UNE DONATION DE JACQUES ROUGERIE



Chacun sait que Jacques Rougerie est, depuis de nombreuses années, un des historiens français majeurs de la Commune de Paris. Ses ouvrages, toujours rigoureux et chaleureux, passionnés et lucides, ont contribué à nourrir l'intérêt pour la Commune, quand elle était encore trop souvent dans l'ombre. Ses synthèses, dans le droit fil de l'historiographie sociale française, ont servi de référence à des générations d'étudiants et de guide à tous ceux qui, militants ou simples curieux, voulaient mieux connaître l'un des événements les plus marquants de l'histoire ouvrière.

À l'occasion d'un déménagement, il a décidé de faire don d'une grande partie de sa bibliothèque à notre association. Ce geste nous touche et nous honore. Il enrichit notre fonds, de documents originaux et d'études savantes. Il légitime un peu plus notre action. Il nous encourage à aller plus loin encore.

En même temps que nos remerciements, nous sommes sûrs que tous nos adhérents veulent dire à Jacques Rougerie le respect amical qu'il mérite et que nous lui portons.

■ **LES AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS**

LES AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE ORGANISENT LEUR

TROISIÈME SOIRÉE D'HISTOIRE

Jeudi 6 décembre 2018

Mairie du 10^e arrondissement de Paris

72 rue du Faubourg Saint-Martin. Métro : Château d'Eau

SALLE DES MARIAGES

de 18h15 à 21h

Le thème développé sera :

LES TEMPS DE LA COMMUNE : TEMPS LONG – TEMPS COURT

Avec :

Michèle Riot-Sarcey, qui situera la Commune dans le contexte du XIX^e siècle.

Quentin Deluermoz, qui évoquera les temporalités en Révolution.

LES ACTIVITÉS DES AMI.E.S DU BERRY

Pour leur Assemblée générale du 23 juin 2018, c'est à l'auditorium de la Maison d'Expression et de Loisirs d'Issoudun (Indre) que nos amies et amis adhérents et représentants des départements du Cher et de l'Indre, bien sûr, mais aussi de l'Indre-et-Loire, se sont réunis.

L'adjointe au maire, Jane-Marie Candé, fut remerciée à plusieurs titres, pour l'accueil favorable de la ville aux actions et aux demandes de l'association, et parce qu'elle fut particulièrement efficace pour qu'il existât un espace Marie Mercier à Issoudun. Pour sa part le maire, André Laignel, a montré, lors de nos événements antérieurs, qu'il était pleinement légitime et qualifié pour promouvoir la Commune de Paris, ayant été en 1971 vice-président du Comité national du centenaire !

Puis Jean Annequin, le co-président pour l'Indre, ici « sur ses terres » et à la tête de cette organisation, a décliné l'ordre du jour, depuis les initiatives récentes et locales jusqu'à l'horizon national du 150^e anniversaire de la Commune de Paris 1871, où le comité berrichon est partie prenante. Localement, il s'agit de promouvoir la connaissance et les valeurs de la Commune de Paris. Jean Annequin s'y est employé par des conférences, comme celles de Sainte-Sévère et, tout récemment, de Châteaurooux. Après un temps de synthèse de l'histoire de l'Indre sous la Commune, avec une intervention à La Berthenoux (près de La Châtre sur les terres de George Sand), il va redémarrer le cycle des conférences début 2019, et accompagner le travail de mémoire entrepris sur Eguzon et Baraize. Ajoutons à tout cela des expositions, des participations aux salons du livre, des manifestations de solidarité (comme actuellement le soutien apporté à l'hôpital de Vierzon), ainsi que le



café communard annuel, avec la participation de Gilles Candar, qui vient de publier un livre sur Edouard Vaillant, natif de Vierzon (Cher). Dans la foulée de la réhabilitation de la Commune de Paris par l'Assemblée nationale fin 2016, l'association œuvrera pour que cette période occultée, voire dénigrée, de notre histoire, trouve sa véritable place, tant dans les médias que dans les programmes de l'éducation nationale, notamment dans l'enseignement secondaire, où elle est actuellement toujours absente.

Pour le 150^e anniversaire, des conférences itinérantes organisées par la direction nationale se délocaliseront en province. Les villes d'Issoudun et de Vierzon sont pressenties pour accueillir cet événement, ce qui supposera des animations locales associées, musicales et théâtrales notamment.

Le co-président pour le Cher, Michel Pinglaut, a ensuite évoqué les activités de son département, notamment les lectures concernant « Arthur Rimbaud le communard » ou « Louise Michel et ses contes kanak », sans oublier le fil rouge des personnages historiques de premier plan, à savoir les Vierzonnais Édouard Vaillant et Félix Pyat, ainsi que le natif de Baugy Gabriel Ranvier, qui proclama la Commune à l'Hôtel de Ville, le 28 mars 1871. Une

conférence sur Édouard Vaillant est annoncée cet automne par Jean-Marie Favière dans la mairie du XX^e arrondissement de Paris, là même où Vaillant et Ranvier participèrent aux derniers combats lors de la Semaine sanglante. Après le rapport financier de la trésorière Marie-Thé Kuntz, Eugénie Dubreuil, la représentante nationale, a présenté l'important travail en cours sur les artistes communards, travail appelé à être concrétisé par une brochure exceptionnelle éditée par l'association. Puis le groupe s'est rendu à l'espace Marie-Mercier pour fleurir la plaque qui rend hommage à cette Issoldunoise, proche de Victor Hugo, qui retrouve actuellement depuis sa ville natale une notoriété trop longtemps perdue. Depuis, le projet d'une réédition de la brochure rédigée par notre regretté Marcel Cerf, augmentée d'une actualisation locale, a été concrétisé. Le repas au *Bistrot Pop* a clos cette matinée, agrémenté du traditionnel « communard » offert par l'association.

Le bureau a été intégralement reconduit : les deux coprésidents, Jean Annequin pour l'Indre, Michel Pinglaut pour le Cher, le vice-président chargé de la communication, Jean-Marie Favière, le secrétaire Michel Gouvernaire, la trésorière Marie-Thé Kuntz.

Ajoutons que le *Théâtre des Îlets* de Montluçon (03) a fait l'acquisition du *Petit Dictionnaire des femmes de la Commune*. Nous avons indiqué à ce Centre dramatique national d'Auvergne, dirigé, avec conviction, par Carole Thibaut, rare femme aux commandes d'un tel centre, que Marie Lavernois, née à Ainay-le-Château (Allier), avait participé au 18 mars et que Paule Minck était native de Clermont-Ferrand. Carole Thibaut, pour ses 3^e journées du matrimoine (version femmes du patri-moine), avait choisi de lire Louise Michel et Hubertine Auclert, les 14 et 15 septembre.

■ J. ANNEQUIN, J.-M. FAVIÈRE, M. PINGLAUT

Blog de l'association : vaillantitude.blogspot.fr

SUR LES TRACES DE LA COMMUNE DE MARSEILLE

20-21 OCTOBRE 2018

Le 20 octobre au matin, nous sommes partis en train pour Marseille. À l'arrivée, nos amis marseillais nous attendaient au bout du quai, avec le drapeau rouge... Nous nous sommes rassemblés sur le parvis, sous un soleil radieux, pour les présentations : Michel Carrière, président du comité, Michel Kadouch, secrétaire, Christian Pellicani, trésorier, et Chantal Champet, professeur d'histoire, qui a fait un énorme travail sur la Commune de Marseille afin de nous concocter un superbe parcours.

Après être allés déposer nos bagages à l'hôtel, nous étions attendus à la mairie d'arrondissement (1^{er} et 7^e),

pour un apéritif offert par Madame la Maire et un délicieux buffet prévu par nos amis, afin de nous restaurer sans perdre de temps et commencer le programme de la journée.

Nous nous sommes d'abord rendus devant l'*Hôtel Duc* (anciennement *Hôtel de l'Oasis*), où a séjourné Louise Michel et où elle est décédée le 9 janvier 1905. Nous y avons interprété *Le Temps des cerises* et *l'Internationale*. De là, nous sommes allés au square Louise-Michel, inauguré par la Mairie le 14 octobre 2018. Ce square, situé dans le 1^{er} arrondissement de la ville, est l'aboutissement de 15 années de lutte de notre comité et des commerçants et habitants du quartier. Dans notre prochain bulletin, nos amis du comité marseillais nous proposeront un article

pour nous parler de l'inauguration de ce square, de son histoire longue et spectaculaire.

Ali Timizar, patron de l'hôtel-café situé sur cette place, a participé activement à toutes les actions menées depuis des années. Il nous a conviés à prendre un thé et nous a précisé que son hôtel s'appellerait bientôt *Hôtel-Café Louise Michel*.

Nous sommes passés devant le *Mémorial de la Marseillaise* (de 1792), puis nous nous sommes arrêtés au *Théâtre de l'Œuvre* pour découvrir les activités qui s'y déroulent.

Après toutes ces déambulations, nous sommes allés nous installer à l'hôtel pour prendre un peu de repos. 19 h 30, et il était déjà l'heure de repartir pour la *Brasserie des Templeiers*, où nous avons passé une merveilleuse soirée.

Dimanche, dès 8 h 30, nous étions prêts pour la suite du programme en autocar. La journée était consacrée à la Commune et à Gaston Crémieux. Dans le car, Chantal et Michel font leurs commentaires, avec un grand luxe de détails, difficiles à rapporter ici, sur l'histoire des lieux où nous passons et sur l'histoire de la Commune de Marseille. Celle de novembre 1870, puis celle de 1871, du 23 mars au 4 avril *.

Nous sommes passés place Castellane, lieu de lutte de la Commune, avons pris l'avenue du Prado et sommes allés en direction du littoral, où nous avons vu le Château d'If.

Notre premier arrêt est pour Notre-Dame-de-la-Garde, appelée « Notre Dame de la Bombarde ». Ce point offre une belle vue sur toute la ville. Nous avons suivi les commentaires sur les luttes menées par les communards et avons pu nous représenter les difficultés auxquelles ils ont été confrontés.

Deuxième arrêt : Le Pharo. Christian a raconté la pose officielle, par les amis du comité, d'une plaque à la mémoire de Gaston Crémieux. Chantal nous a rappelé qui il était, ce que furent sa vie et ses combats, jusqu'à son exécution le 30 novembre 1871.

Le troisième arrêt, devant la nouvelle préfecture, nous permet de faire une promenade dans ce quartier, où se retrouvaient intellectuels et journalistes près des sièges des journaux. Rue Venture, nous nous arrêtons au numéro 10, maison où vécut Crémieux, puis au 12, où se trouve un res-

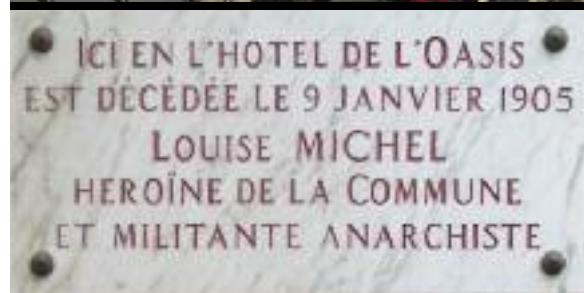
taurant nommé *La Marmite*, et au 16, où était son cabinet d'avocat.

Notre périple s'est poursuivi jusqu'à la salle de *La Marseillaise*, où nous attendait le déjeuner avec nos ami.e.s. Nous avons chanté, papoté, c'était joyeux...

Nous avons remercié chaleureusement nos ami.e.s avant de reprendre l'autocar qui nous ramenait à la gare. Nous avons passé un superbe week-end. Nous reviendrons à Marseille pour redécouvrir en détail tout ce que nous avons entrevu.

★ FRANÇOISE BAZIRE

* Nos ami.e.s sont en train de réaliser une brochure sur l'histoire de la Commune de Marseille. Le travail est bien avancé et nous devrions découvrir cette brochure dans le courant de 2019.



LA COMMUNE EN AVIGNON

Par hasard — mais pas tout à fait, à cause du sujet —, nous nous sommes retrouvés à un spectacle du *off* en Avignon, pour la pièce *Louise Michel, la Louve*. Un texte d'Alain Duprat, mis en scène par Emmanuel Desgrées du Lou, superbement interprété par Clémentine Stépanoff. C'était au théâtre *Au Vieux Balancier*, à quelques mètres de la rue... Thiers. Belle revanche ! L'actrice est seule en scène, en robe, semblable à celle de la photo d'Appert. Nous sommes le 18 janvier 1886, Louise sort de prison et organise un meeting. Le quatrième mur du théâtre n'existe pas : nous sommes devenus spectateurs-militants. L'auteur est fidèle à l'histoire¹. Nous nous sommes rencontrés, Alain et Michel, après le spectacle, avec l'actrice et le metteur en scène. Devant la qualité du spectacle, un courriel de félicitations a été envoyé, en confirmation de satisfaction.

M. P.: « Revêtu du t-shirt du spectacle, à la fête de *L'Humanité*, j'ai rencontré une amie de l'actrice qui a

été heureuse de cet hommage vestimentaire ».

Dans un autre lieu, rue Ledru-Rollin, au théâtre des *Barriques*, autre spectacle sur la Commune et Louise Michel : *Cabaret Louise*. Spectacle plus débridé. Il



s'agit d'un inventaire des révoltes, 50 ans après mai 68, retracées par Régis Vlachos, avec Charlotte Zotto et l'auteur lui-même. Hommage à Louise Michel qui se révolte contre Ferry et Thiers, mais qui rappelle son amour pour Théophile Ferré. Mise en scène de Marc Pistolesi. Clowneries, à la manière de Shirley et Dino, chansons, personnages multiples pour évoquer aussi Arthur Rimbaud, Hugo... Léo Ferré, Louise Attaque et même Johnny. Nous assistons à des colères voulues dans le couple d'acteurs Louise Michel-Théophile Ferré, auxquelles se mêle la régisseuse Johanna Garnier. L'esprit de la Commune et de mai 68 sont bien là.

Cette pièce a été reprise en septembre dernier à Paris aux *Funambules* de Montmartre².

✶ ALAIN JOLY ET MICHEL PINGLAUT

THÉÂTRE À BOURGES

Les Amis berrichons de la Commune de Paris diffusent, dans leurs réunions et dans les salons du livre, les éditeurs régionaux. Ici les Éditions de Champtin. Il s'agit du texte théâtral d'Évelyne Loew : *Le procès d'un grand rêve, sous-titré La Seconde République devant la Haute Cour de justice, Palais Jacques Cœur, Bourges, 1849*.

Des célébrités politiques furent accusées : Raspail, Blanqui, Barbès. D'autres furent citées comme témoins : Lamartine, Ledru-Rollin, Vidocq. George Sand, pourtant liée à Barbès, n'est pas venue...

En 2019, 170 ans après le procès, cette pièce sera rejouée à Bourges.

✶ MICHEL PINGLAUT

(1) Le texte de la pièce a été édité, avec photos du spectacle et appendices : poèmes et lettres de Louise Michel, extraits de *Viro Major* de Victor Hugo. Pas de mention d'éditeur.

(2) Voir la critique de Gérald Rossi dans *L'Humanité* des 21, 22 et 23 septembre dernier.

Le Petit-Palais, à Paris, a présenté une exposition consacrée aux artistes français réfugiés à Londres à la suite de la guerre de 1870 et de la Commune.

LES ARTISTES COMMUNARDS À LONDRES

Automne 1870, la guerre tourne au désastre. L'ennemi est aux portes de Paris. Claude Monet gagne Londres pour mettre sa famille à l'abri. Camille Pissarro le suit de quelques semaines, abandonnant sa maison de Louveciennes aux Prussiens qui pillent et détruisent ses œuvres. « *Monet et moi étions remplis d'enthousiasme pour les paysages londoniens. Monet travaillait dans les parcs. Quant à moi, j'habitais à Lower Norwood, qui était à l'époque une banlieue charmante, et j'étudiais les effets du brouillard, de la neige et du prin-*

temps », écrit Pissarro*. En mai 1871, la répression sanglante de la Commune laisse les rues de Paris jonchées d'au moins 20 000 cadavres. 3 500 insurgés échappent à la mort ou à la détention, réussissant à s'enfuir en Angleterre, provoquant une seconde vague d'exilés.

LEGROS, PIVOT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Les artistes anglais, loin de crier à l'invasion ou à la concurrence déloyale, se mettent en quatre pour aider leurs infortunés collègues français. Les préraphaélites leur font profiter de leur réseau de riches collectionneurs. Dès 1863, le peintre Alphonse Legros était parti s'installer en Angleterre. A partir de 1870, il devient le principal recours pour ses compatriotes réfugiés. Monet et Pissarro le contactèrent. Legros fréquenta François Jourde, réfugié à Londres après son évvasion du bagne de Nouvelle-Calédonie. Grâce à l'aide de Legros, le sculpteur communard Jules Dalou, arrivé le 6 juillet 1871, trouva un toit, un travail alimentaire et des collec-



Alphonse Legros
Portrait
d'Auguste Rodin
1882
Huile sur toile
Musée Rodin, Paris
©Musée Rodin



Jules Dalou
Paysanne
française
allaitant
1873
terre cuite
Victoria and
Albert Museum

tionneurs comme les Howard et les Ionidis. « Ici, loin d'être des hommes rejetés, honnis, vilipendés, les Anglais nous reçoivent à bras ouverts, et cela dans la classe la plus riche, noblesse et bourgeoisie », écrira Dalou reconnaissant.

DALOU, MAÎTRE D'UNE GÉNÉRATION DE SCULPTEURS

Par ailleurs, l'ancien membre de la Fédération des artistes trouve à Londres une main d'œuvre qualifiée, issue de l'industrie de la terre cuite, en particulier ornementale, qui lui permet de mettre au point des pièces monumentales. Malgré une période où la sculpture connaît une certaine désaffection, Dalou fut

bien accueilli par ses confrères britanniques. Il expose dès 1872 à la *Royal Academy*. Nommé professeur à la *National Art Training School*, cinq ans plus tard, il met en œuvre un enseignement novateur. Sa maîtrise du modelage et le mélange de réalisme et de charme, qui caractérise sa période anglaise, ont marqué une génération d'étudiants, en particulier les tenants de la *New Sculpture* (Nouvelle sculpture). Gracié en 1879, Dalou rentre à Paris avec un projet de « Monument à la gloire de la République », mûri dans l'exil. Destiné à la future place éponyme, son *Triomphe de la République* sera finalement érigé place de la Nation. Dalou ne remettra jamais les pieds à Londres. Contrairement à Monet, qui reviendra peindre une centaine de tableaux sur les bords de la Tamise, entre 1899 et 1901, près du pont de Charing Cross.

JOHN SUTTON

* *Les Impressionnistes à Londres. Artistes français en exil (1870-1904)*, du 28 juin au 14 octobre 2018. Catalogue de l'exposition, Paris-Musées, juin 2018.

Le catalogue de l'exposition



L'EXIL DES COMMUNARDS

UNE CONFÉRENCE DE LAURE GODINEAU

Laure Godineau, maître de conférences à l'Université Paris XIII, a donné une conférence intitulée « L'exil des communards », le 22 juin dernier, au musée du Petit-Palais, dans le cadre de l'exposition *Les Impressionnistes à Londres*.

Combien de communards prirent le chemin de l'exil ? L'historienne Laure Godineau avance le chiffre de 6000, auquel il faut ajouter 5000 condamnés à la déportation et à la transportation (dont 3000 envoyés en Nouvelle-Calédonie). Fait peu connu : les exilés changèrent plusieurs fois de pays d'accueil. Vallès se rasa la barbe, sillonna Paris en se faisant passer pour un ambulancier, transportant les blessés sur une charrette. Il se cache dans la capitale jusqu'à fin août-début septembre, puis part pour l'Angleterre en passant par la Belgique, aidé par l'éditeur Chevalier. Dans *Mes Cahiers rouges au temps de la Commune*, Maxime Vuillaume s'interroge : « Comment partir. Comment quitter Paris, la France. Gagner la frontière. Quelle frontière ? Londres ? Bruxelles ? Genève ? Par où ? Avec quel passeport ? Nul ne peut voyager en chemin de fer, coucher à l'hôtel, marcher sur les routes sans passeport. »

LES COMMUNARDS FRÉQUENTENT OXFORD STREET OU SOHO

Vuillaume évoque son parcours jusqu'en Suisse. Beaucoup de ceux qui échappèrent aux arrestations y trouvèrent refuge, ainsi qu'en Grande-Bretagne, en Belgique ou, plus loin, en Russie et aux États-Unis. Plusieurs facteurs guidèrent leur choix : la proximité géographique ou linguistique, la politique d'accueil...

La Suisse et l'Angleterre refusent d'extrader les proscrits. La conférencière souligne que « la moitié des réfugiés de Londres sont des acteurs de premier plan de la Commune : 33 sur 50 sont membres du conseil de la Commune ». Elle rappelle aussi que les quartiers de Londres fréquentés par les communards, comme Oxford Street ou Soho, sont les mêmes que ceux investis par les proscrits de 1848 et 1851. Ce n'est qu'à partir de 1873-1874 que la Belgique accorde officiellement l'asile politique aux communards. Certains d'entre eux quittent alors Londres pour Bruxelles.

LA VIE DIFFICILE DES EXILÉS

« Les ouvriers qualifiés des métiers d'art de Paris trouvèrent plus facilement un emploi, grâce à leur savoir-faire, que les lettrés, note Laure Godineau. Mais la vie reste difficile pour les exilés. » Jules Vallès supporte mal son exil à Londres, « cité inhumaine, glacée, lugubre ». Il s'en sort financièrement grâce à son ami Hector Malot, l'auteur de *Sans famille*, resté en France. Ce dernier l'aide à publier la trilogie de *Jacques Vingtras*, d'abord en feuilleton dans le journal *Le Siècle*, puis sous forme de livre. Une fois l'amnistie totale votée en 1880, les communards exilés furent peu nombreux à rester dans les pays d'accueil. C'est le cas du dessinateur Pilotell, qui mourut à Londres en 1918. « La plupart des proscrits décident de rentrer immédiatement », constate l'historienne. Beaucoup d'artisans d'art eurent du mal à retrouver leur place, en raison des changements des processus de fabrication et de la division croissante du travail. « Mais l'exil ou la déportation ne se sont pas forcément traduits par la pauvreté, l'épuisement physique et moral, ou l'inactivité dans les années postérieures », observe la conférencière. Vallès, Vaillant et Dalou offrent des exemples de réintégration réussie. Jules Vallès, réintégré dans la Société des gens de lettres, reprend sa vie de journaliste et d'écrivain et relance *Le Cri du peuple* en 1883, deux ans avant sa mort.

JULES HÉREAU

1829-1879



Jules Héreau
d'après F. Mulnier
(1879)

Jules Héreau est l'exemple le plus spectaculaire de la politique répressive à l'encontre des artistes qui avaient participé à la Commune et qui, en ce qui le concerne, a broyé sa vie. Pourtant, après des études à l'école des Beaux-Arts, il avait entamé une carrière de peintre et de graveur, au cours de laquelle il rencontra de nombreux succès, tant dans les salons, où il fut plusieurs fois médaillé, qu'auprès de la critique, qui reconnut sa sensibilité de paysagiste peignant ou gravant sur le motif. Il est particulièrement attiré par la Normandie et la Bretagne. Il participe dans les années 1850 au groupe des peintres qui se retrouvent à Barbizon à l'*Auberge du père Ganne*, à la fois épicerie, restaurant et

Jules Héreau, *Ferme normande* (vers 1862) Huile sur toile



hôtel bon marché, dans laquelle une joyeuse ambiance règne, avant d'aller peindre en plein air dans la forêt de Fontainebleau¹. Ses eaux-fortes sont également très appréciées. Durant la Commune, il est élu au comité de 47 membres de la Fédération des artistes et siège très régulièrement aux réunions quotidiennes. La commission de la Fédération propose Achille Oudinot comme administrateur des musées du Louvre, et Héreau et Dalou lui sont adjoints pour l'assister. Héreau veut protéger les musées contre le vandalisme et souhaite éviter les combats dans le Louvre.

Il n'est pas inquiété après la Commune et part souvent à l'étranger (surtout en Angleterre) pour peindre et graver.

Curieusement, c'est trois ans plus tard qu'il est arrêté à son domicile, amené en détention préventive à la prison du Cherche-Midi pendant un mois, avant d'être traduit devant le 3^e conseil de guerre, qui le condamne à six mois de prison pour usurpation de fonctions publiques. Mais ce n'est pas fini : Maxime du Camp, le polémiste violemment anti-communard, l'accusera encore quelques années plus tard d'avoir voulu mettre le feu au Louvre. Malgré ses dénégations dans la presse, Héreau sort de ces épreuves brisé, avec le sentiment d'être victime d'un complot ; il n'expose plus aux Salons, se retire à Honfleur où il continue de peindre. Son ami peintre Amédée Besnus raconte dans un livre de souvenirs² ses rencontres avec Héreau : « *Il faisait des études de paysages pour échapper à ses tortures morales et se ressaisir s'il le pouvait. Mais, hélas ! rien n'y fit, et il roula constamment depuis, dans sa tête affolée, les plus sinistres projets d'en finir une bonne fois... Pauvre Jules Héreau !* »

Il meurt dans un accident (ou un suicide ?) à bord d'un train à impériale, sa tête ayant heurté la paroi d'un tunnel sous la place de



Jules Héreau
Scène animée
au centre de Londres
(v. 1872-1874)

l'Europe à Paris, en février 1879. Sa mort suscita une grande émotion dans le milieu artistique qui organisa une vente de bienfaisance à l'Hôtel Drouot au profit de sa veuve et de ses deux enfants.

✶ PAUL LIDSKY

(1) L'auberge a été transformée en musée. On peut voir dans la salle à manger des officiers une peinture de Héreau : *La cueillette de pommes*.

(2) Amédée Besnus, *Mes relations d'artistes*, Paris, Paul Ollendorff, 1898.

UN POÈME POUR LA COMMUNE

Footing

*Je suis un manifeste vivant
sur un maillot blanc de la Commune
l'éducation populaire avance
en courant vers un modèle social
encore viable en voulez-vous ?
Citoyens ceci n'est qu'un rappel
de ce qui fut banni en deux mois
personne ne gagna le 18 mars
personne ne perdit le 28 mai
rien ne va plus mais vous vous taisez*

Fabrizio Bajec

extrait de *La collaboration*, éditions tituli, 2018.

Fabrizio Bajec (1975), franco-italien, vit à Paris et écrit dans les deux langues. Outre ses recueils de poèmes en italien et d'autres publications en revue, il a publié en français *Entrer dans le vide* (Le Fram, Liège, 2012) et *Loin de Dieu, près de toi* (L'Âge d'Homme, Lausanne 2013), *Rage* (une pièce de théâtre, éditions tituli, 2017), *La collaboration* (éditions tituli, 2018). Ses poèmes sont présents dans plusieurs anthologies de la nouvelle poésie italienne et traduits en espagnol et suédois. Il a longtemps été rédacteur d'une revue de critique militante de la poésie.



FORÇAT ET FIER DE L'ÊTRE

Cette carte de visite de Maxime Lisbonne permet de voir que ce dernier fut toujours très fier de son passé de communard, et même de sa déportation comme forçat en Nouvelle-Calédonie. La note manuscrite « *demande à être inscrit pour la parole* » permet également de deviner la permanence de son engagement militant.

Cette carte de visite provient de la dispersion des archives du député Charles-Ange Laisant (1841-1920). Elle était déjà repérée par le site très complet consacré à Maxime Lisbonne :

www.lafertealais.com/les-personnages-de-la-ferte-alais-au-temps-des-cabarets/maxime-lisbonne/

Elle est actuellement la propriété de Patrick Fonteneau.



LA FRATERNITÉ SANS RIVAGES

72 jours d'espoir, de joie, de fraternité. Jean Chérasse nous livre une approche originale de la Commune, cette république



sociale, à travers une éphéméride précise. Jour après jour, il s'appuie sur le *Journal officiel de la Commune*, les communiqués, les déclarations, les témoignages des communards, mais aussi des opposants, et même sur le programme de la Comédie-Française et la météo du jour. C'est la vie quotidienne des Parisiens qui nous est relatée.

Après le siège par les Prussiens, ils connaissent celui de Thiers.

Une fois passés les jours de liesse de fin mars, les difficultés commencent. L'offensive du plateau de Châtillon montre une armée versaillaise qui ne fait pas de quartier. Faut-il négocier ? Mais Thiers, avec la complicité de Bismarck, veut écraser la canaille et refuse toute discussion – réaction de classe. Comment faire connaître les aspirations de la Commune en province ? Le contact est difficile, même si l'approvisionnement de Paris est maintenu. Comment construire une société alternative, lorsque les versaillais attaquent, bombardent les communes des alentours et pénètrent dans Paris par la trahison ? Et pourtant les clubs, notamment de femmes, réfléchissent à l'organisation du travail, à l'éducation, à la famille.

La Commune est bien le creuset d'une société nouvelle. Écoutez les débats entre les blanquistes, les proudhoniens, les républicains, ceux de l'AIT, les socialistes. En fait, la révolution s'invente en marchant, comme en 1789, souvent cité par les communards. Vous serez dans ces réunions, ces concerts populaires, sur les barricades – celle de la place Blanche – dans le cimetière du Père-Lachaise. Les dernières heures sont intenses de souffrances ; la répression est implacable et sans merci ; la trahison et la dénonciation une sordide réalité.

Vous vivrez les « 72 immortelles », accompagnées de portraits de communards dessinés par Éloi Valat.

✶ FRANCIS PIAN

Jean A. Chérasse, *Les 72 immortelles. La fraternité sans rivages - Un éphéméride du grand rêve fracassé des Communeux*. Dessins d'Éloi Valat, Éd. du Croquant, 2018.

LA FACE CACHÉE DE LA COMMUNE

Le titre et l'image de couverture - les Tuileries en feu - retenus pour un



ouvrage récent¹, laisseraient supposer qu'il s'agit d'une charge contre la Commune. Mais la quatrième de couverture révèle un autre positionne-

ment avec les questions suivantes : « *Les incendies de la Commune ont-ils été aussi destructeurs que le prétend la version officielle ?* » et « *Les communards sont-ils les seuls responsables de ce bilan ?* »

Avec ce premier livre, Hélène Lewandowski, historienne de l'architecture, rappelle que « *la Commune a commencé sans aucune destruction* » ; elle évoque les destructions symboliques décidées par la Commune, dont elle analyse le contexte, et elle décrit les monuments et les quartiers en flammes lors de la Semaine sanglante, qualifiés d'« *incendies du désespoir* ». Elle note que la majorité des dégradations est la conséquence des bombardements de la guerre de 1870, puis de la guerre civile de 1871.

La thèse centrale du livre consiste à démontrer que, dès juin 1871, l'attrait touristique des ruines « *a impulsé la reprise de l'économie* », que Paris s'est bientôt couvert d'échafaudages et qu'« *il convient de reconnaître aux incendies de la Commune un effet créateur, une incidence sur la modernisation de Paris qu'ils ont sans doute accélérée* ». « *De l'haussmannisation ... à l'haussmannisation* » — sans Haussmann —, ces reconstructions peuvent sans doute être considérées comme « *une ruse de l'Histoire* », selon le concept créé par l'historien Marc Ferro².

■ **ALINE RAIMBAULT**

(1) Hélène Lewandowski, *La face cachée de la Commune*, Les Editions du Cerf, Paris, 2018. (2) Marc Ferro avec

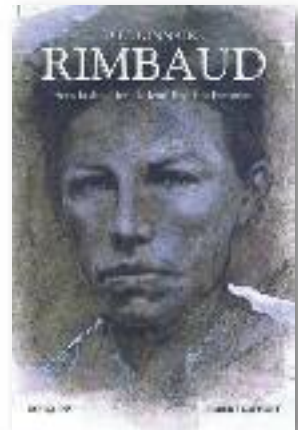
Emmanuel Laurentin, *Les ruses de l'Histoire, Le passé de notre actualité*, Éditions Tallandier, Paris 2018.

LE DICTIONNAIRE RIMBAUD

Le *Dictionnaire Rimbaud* est un « état des lieux rimbaldiens », dressé par 36 contributeurs, dont seulement 5 femmes..., regroupant près de 630 notices. La Commune y est présente avec une notice « Commune » et des biographies de communards, retenus pour leurs relations et des affinités, que Jules Andrieux, Georges Cavalier, Jules Vallès ou Eugène Vermersch ont eues avec Arthur Rimbaud.

La notice « Commune » évoque « *le Rimbaud du temps de la Commune* », alors qu'aventure poétique et actualité révolutionnaire sont étroitement liées. Au tournant 1870-1871, Rimbaud est en phase avec la sensibilité du peuple parisien, pour qui « *l'ennemi c'est d'abord une Église alors entièrement réactionnaire* » ; « *L'autre ennemi (est) l'Empire vite remplacé, après la défaite de 1870, par l'ancien parti de l'ordre de 1848 qui devait fournir en 1871 l'essentiel du parti versaillais* ». Lors de la guerre civile, le poème *Chant de guerre parisien* vise « *l'offensive versaillaise contre Paris* ». Après mai 1871, vient le temps d'écrire « *de véritables tombeaux poétiques* » : *Paris se repeuple*, par exemple, « *sur le thème du martyre de la ville* » ou

Les Mains de Jeanne-Marie, « superbe hommage aux femmes de la Commune ». Mais l'évocation de la Commune « *ne s'épuise pas avec l'été de 1871* » lorsque Rimbaud a rejoint Verlaine à Paris. *Le Bateau Ivre* évoque la Commune, « *sa chute et son dénouement sanglant* » où les pontons – « *le dernier mot du poème* » – est une allusion aux navires prisons des communards. En



juillet 1872, le départ de Paris de Rimbaud et Verlaine « *a tout d'un itinéraire communard* » vers Bruxelles et Londres, principaux refuges des communards. *Après le déluge*, poème qui ouvre les *Illuminations*, est « *une allégorie de l'épisode communard ou plus exactement de son échec* ».

Parmi les notices de communards, citons Jules Vallès. Suite à son esca-

pade à Paris fin février 1871, Rimbaud évoque, depuis Charleville, la presse lue dans la capitale : « *Les choses du jour étaient Le Mot d'ordre et les fantaisies admirables de Vallès et de Vermersch au Cri du peuple.* » À Londres, en juillet 1872, Rimbaud et Verlaine ne semblent pas avoir rencontré Vallès, mais ils y ont des amis communs : Georges Cavalier dit Pipe-en-Bois par exemple, qui fut inspecteur des jardins publics et, selon Jules Andrieu, l'un de ses plus fidèles lieutenants. En exil, Cavalier désire lancer un journal – *le Journal des vaincus* – du même nom que le titre du recueil de poèmes sur lequel Verlaine travaille alors. Jules Andrieu, collègue de Verlaine à l'Hôtel de Ville de Paris, puis chef de l'administration communale, c'est un « *frère d'esprit* » de Rimbaud, selon Ernest Delahaye proche de Rimbaud, avec « *une même boulimie de savoir* », une exigence morale et un souci de cohérence entre les paroles et les actes. Quant à Eugène Vermersch, c'est, « *de tous les communards* », celui que les deux poètes fréquentent le plus à Londres et il existe, entre Rimbaud et Vermersch, une commune veine littéraire de l'ordre de ces « *fantaisies admirables* » apprécées et pratiquées par Rimbaud.

■ **ALINE RAIMBAULT**

Dictionnaire Rimbaud, sous la direction de Jean-Baptiste Baronian, Editions Robert Laffont, Collection Bouquins, Paris, 2014, 732 p.

ÉDOUARD VAILLANT ET L'INVENTION DE LA GAUCHE

Cette nouvelle biographie historique d'Edouard Vaillant, par Gilles Candar, est une contribution originale à l'histoire de la gauche française. En effet, l'itinéraire de Vaillant, selon l'auteur, permet d'explorer les caractéristiques



de la gauche française et de s'interroger sur l'actualité du politique, de la laïcité, de la nation, des classes, et de beaucoup d'autres questions. Cette biographie examine les multiples appartenances du personnage : « *homme de science, de raison et du réel, homme d'espérance, d'idéal et de refus.* »

Cet homme de conviction reste fidèle à la Commune révolutionnaire et internationaliste dans son engage-

ment et dans son action, notamment dans les différentes formations politiques (du Comité révolutionnaire central à la SFIO), ainsi que dans sa politique « d'action totale ». Vaillant est certainement plus révolutionnaire que républicain, mais il est aussi socialiste.

Candar a raison d'inscrire Vaillant dans la continuité de son action. C'est particulièrement pertinent au regard de son héritage communard. Le jeune intellectuel révolutionnaire de la Commune et de l'exil est déjà l'homme d'organisation et d'action. Tout au long de son itinéraire militant, Vaillant « *a contribué à façonner ... une bonne partie de la gauche française, dans son comportement politique, son programme, ses choix et jusqu'à certains de ses réflexes !* ». Concrètement, il a été, notamment, « *un des propagateurs de l'idée de référendum d'initiative populaire, du droit de manifester publiquement son opinion dans la rue et pas seulement dans la presse, du contrôle et des échanges incessants entre élus et citoyens.* »

Somme toute, Vaillant « *réussit mieux que d'autres à ne désavouer aucune des idées de son passé, mais à les intégrer et à les faire vivre dans une forme républicaine et démocratique.* »

En conclusion, Candar souligne que Vaillant « *n'a pas vu le terme de l'évolution qu'il espérait, la réalisation de la révolution par étapes à laquelle il travaillait, et nous non plus. Mais sa trace demeure dans bien des réalisa-*

tions politiques, sociales ou culturelles du dernier siècle ... ».

➤ **MARC LAGANA**

Gilles Candar, *Édouard Vaillant. L'invention de la gauche*, Armand Colin, 2018.

EUGÈNE VARLIN, INTERNATIONALISTE ET COMMUNARD

En rééditant en 2016 l'ouvrage de Michel Cordillot, les éditions Spartacus font œuvre très utile. La première édition, *Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné*, remontait en effet à 1991 et était épuisée.

Michel Cordillot s'est borné à en améliorer la forme et à tenir compte des apports de l'historiographie récente sur la période. Il a toutefois remanié les deux derniers chapitres « pour mieux expliquer ce paradoxe apparent : Varlin s'est vu relégué au deuxième plan de la scène politique et sociale, alors même que les idées au service desquelles il s'était tant dévoué semblaient avoir une chance historique de triompher avec la proclamation de la Commune. »

Michel Cordillot présente la vie et l'œuvre de Varlin chronologiquement et avec une très grande précision. Sa documentation est extrêmement riche et ses sources toujours identifiées.

Varlin est incontestablement un personnage hors du commun : il n'a, sa vie durant, jamais fait l'objet de

la moindre critique ; il bénéficiait au contraire de beaucoup d'admiration et même d'une certaine forme de respect de la part de ses adversaires. « *Bien plus, tous les courants de la pensée sociale sans exception, des coopérateurs aux anarchistes, en passant par toutes les familles du syndicalisme et de la gauche politique, se sont efforcés [...] d'en faire un précurseur de leur vues et de leur choix, afin que leur légitimité s'en trouve du même coup renforcée.* »

En fait, le destin individuel de Varlin



n'est pas dissociable de l'histoire du mouvement ouvrier. Michel Cordillot expose ainsi la jeunesse studieuse de Varlin, à Claye-Souilly (Seine-et-Marne), et ses années d'apprentissage d'ouvrier relieur. Très apprécié professionnellement, il devient l'un des

mieux payés de la place de Paris. En 1860, il reprend ses études : il étudie la langue française, l'orthographe, la géométrie et la musique.

Varlin devient membre de la Société de secours mutuels des ouvriers relieurs, fondée en 1858. Il anime les grèves de 1864 et de 1865 : il y gagne une autorité sans égale parmi les relieurs. Il développe la coopération et notamment, avec l'appui de Nathalie Le Mel, une cuisine coopérative, *La Marmite*.

Il est avant tout le principal animateur du bureau parisien de l'Association Internationale des Travailleurs (AIT).

Il adhère au Comité central de la garde nationale, commande un bataillon, gère les finances, puis les subsistances pendant la Commune dont il est membre élu par plusieurs arrondissements. Il est arrêté, martyrisé et fusillé le 28 mai 1871.

« *Si Varlin a conservé cette mystérieuse popularité qui fut la sienne de son vivant, c'est bien parce qu'on retrouve dans sa trop courte vie une dimension universelle. [...] Il symbolise le refus du renoncement [...] et l'espoir de tous ceux qui croient qu'un avenir plus juste est possible.* »

➤ **GEORGES BEISSON**

Michel Cordillot, *Eugène Varlin, internationaliste et communard*, Spartacus, 2016, 229 p.

La Commune

DANS CE NUMÉRO

Édito : peuple en mouvement, peuple mobilisé . 02

Histoire

Les pavés de la révolution . 03
La Province et Paris (I) . 07
L'année 1868 . 11

Vite une station de métro ! Pétition . 15

Notre association

Fête de la Commune édition 2018 . 16
Fête de *L'Humanité*, belle affluence sur notre stand . 18
Le Rendez-vous du 18 mars 1871 . 19
Aux Rendez-vous de l'Histoire, Blois 2018 . 20
Donation de Jacques Rougerie . 21
Activités des Ami.e.s du Berry . 22
Sur les traces de la Commune de Marseille . 23

Actualité

La Commune en Avignon . 25
Au théâtre à Bourges . 25

Culture

Les artistes communards à Londres . 26
L'exil des communards, conférence de Laure Godineau . 28
Jules Héreau (1829-1879) . 29
Un poème pour la Commune . 31

Découverte

Forçat et fier de l'être (Maxime Lisbonne) . 31

Lectures

La fraternité sans rivages . 32
La face cachée de la Commune . 32
Le Dictionnaire Rimbaud . 33
Édouard Vaillant et l'invention de la gauche . 34
Eugène Varlin, internationaliste et communard . 35

BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSOCIATION

NOUVEL HORAIRE D'OUVERTURE



En plus des horaires habituels,
la bibliothèque de l'Association
sera désormais ouverte **chaque
premier samedi du mois
de 14h à 17h.**

Directrice de la publication : Claudine Rey.

Ont participé à ce numéro : Jean Annequin, Fabrizio Bajec, Françoise Bazire, Georges Beisson, Jean-Marie Favière, Patrick Fonteneau, Jean-Louis Guglielmi, Alain Joly, Marc Lagana, Paul Lidisky, Francis Pian, Michel Pinglaut, Michel Puzelat, Joël Ragonneau, Aline Raimbault, Jean-Louis Robert, John Sutton.

Coordination : Michèle Camus, Michel Puzelat · **Graphisme et iconographie** : Alain Frappier **Impression** : Imprimerie Maugein · **ISSN** : 1142 4524

Le prochain bulletin (77) paraîtra en février 2019. Faire parvenir vos articles avant le 31 décembre 2018.



LES AMIÉS ET AMIS DE LA

Commune de Paris 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54 · FAX : 01 45 81 47 91
courriel : amis@commune1871.org | site internet : commune1871.org

Ouvert du lundi au vendredi de 14 h à 17 h

Bibliothèque ouverte aux adhérents le mercredi et chaque premier samedi du mois de 14 h à 17 h (sur rendez-vous)